

Observatoire social européen (2010) *Fiches sur le dialogue social sectoriel européen*. Projet coordonné par Christophe Degryse.

www.worker-participation.eu/EU-Social-Dialogue/Sectoral-ESD

SECURITÉ PRIVÉE

Représentants des travailleurs	UNI-Europa – Property Services (ex- EURO-Fiet) (2000) UNI-Europa Regional Office http://www.union-network.org/unipropertyn.nsf property@union-network.org
Représentants des employeurs	European Confederation of Security Services (CoESS) (1989) http://www.coess.org apeg-bvbo@i-b-s.be

Comité de dialogue social sectoriel (CDSS)

Groupe de travail informel :	1992
CDSS :	1999
Règlement intérieur :	15 décembre 1998; 10 juin 1999; 15 décembre 2006
Programme de travail :	2007-2008-2009-2010

[Aperçu général du secteur](#)

[Acteurs et défis](#)

[Résultats](#)

[Textes conjoints](#)

APERÇU GÉNÉRAL DU SECTEUR

Le secteur de la sécurité privé couvre un très large panel d'activités, allant de la surveillance de biens au transport de valeurs, en passant par la protection des personnes, le contrôle d'accès ou encore la conception, l'installation et la gestion de centrales d'alarmes. Il comprend à la fois des grandes entreprises multinationales comme Group 4 Securicor, Securitas, Prosegur ou Brink's et de nombreuses entreprises de taille plus réduites.

En 2008, ce [secteur](#) représentait 50 000 entreprises et un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros, contre 33 000 entreprises dans l'Europe des 27 en 2006. Le développement du secteur est particulièrement soutenu dans les nouveaux États membres. L'emploi total pour la surveillance humaine et le transport de valeurs peut être évalué à 1,7 million d'actifs (contre 1,4 million en 2006). Il s'agit, dans la toute grande majorité, d'emploi masculin (80 %). Pour la seule surveillance humaine, on compte une moyenne européenne d'environ 237 agents de sécurité privée pour 100 000 habitants. En 2006, trois pays rassemblaient près de la moitié de l'emploi de la sécurité privée en Europe : Royaume-Uni (22 %), Allemagne (12 %) et Pologne (12 %).

En matière de législation, de contrôle par les pouvoirs publics, de conditions d'accès à la profession, de niveau de formation des salariés, il existe une grande diversité d'approche d'un Etat de l'Union à l'autre. De même, le champ d'activité couvert par ce secteur varie : ainsi, en Suède, il va jusqu'aux services d'ambulance et d'assistance en cas d'incendie ; au Royaume-Uni, il va jusqu'au transfert de détenus et la gestion des prisons.

À l'échelle européenne, on assiste depuis plusieurs années à un important développement du secteur. Ceci s'explique notamment par le développement de nouveaux types d'espaces privés (centres commerciaux, culturels ou sportifs, parcs de loisirs...) dont la fonction est d'être ouverts à un large public. Mais un autre élément d'explication tient aussi à l'engorgement du service public de police lié à l'augmentation de la demande sociale de sécurité, et à la situation budgétaire des Etats qui pousse les pouvoirs publics à recentrer leurs activités sur le « cœur du métier » policier (volet judiciaire) et à contractualiser certaines activités de police telles que la garde statique ou la patrouille de voie publique. Enfin, les événements du 11 septembre 2001 (attentats terroristes) ont contribué à attirer l'attention sur ce secteur.

Cette évolution générale pose le problème de l'articulation entre les secteurs publics et privés en matière de sécurité, auxquels les différents États membres ont donné des réponses très différentes. Elle pose également la question des évolutions nécessaires du secteur pour s'adapter à ce nouveau contexte. En effet, la sécurité privée fait face à nombreuses difficultés : une concurrence acharnée entre firmes peut conduire à des pratiques préjudiciables aux employés et au bon fonctionnement du marché (dumping, recours aux faux indépendants pour contourner la législation sociale, enchères inversées). Par ailleurs, la profession manque d'attractivité et peine à stabiliser sa main-d'œuvre, à la fois en raison de la nature et des conditions de travail (stress, isolement, travail de nuit et le week-end), des faibles perspectives de carrière et des bas niveaux de salaires. C'est notamment pourquoi le secteur

tente d'améliorer son image par l'amélioration des conditions de travail (en particulier sur la question du stress) et par la formation professionnelle.

Quant aux États, ils jouent vis-à-vis du secteur un rôle ambigu. D'une part, ils souhaitent participer aux efforts de « moralisation » de la profession, mais d'autre part, ils poussent en tant que clients à une baisse des prix, ce qui favorise le maintien de pratiques douteuses en vigueur dans le secteur.

ACTEURS ET DÉFIS

Le dialogue social européen dans le secteur de la sécurité privée a débuté en 1992 dans le cadre d'un groupe de travail informel. Le Comité de dialogue social sectoriel (CDSS) a été fondé en 1999. Les employeurs y sont représentés par la [CoESS](#) (*Confederation of European Security Services*), créée en 1989, et les salariés par la section « Nettoyage/Sécurité » d'[Uni-Europa](#).

L'objectif déclaré du dialogue social européen dans le secteur de la sécurité privée est d'accroître le professionnalisme du secteur par la formation, la modernisation de l'organisation du travail, le développement de formes de concurrence saines et loyales, et l'harmonisation vers le haut des législations des différents États membres s'appliquant au secteur. CoESS et UNI-Europa souhaitent améliorer l'image (souvent mauvaise) du secteur et renforcer son attractivité.

À cette fin, ils estiment qu'une action au niveau européen (plutôt que national) doit être menée afin d'œuvrer à la consolidation d'un « modèle européen des services de sécurité privée », dont les caractéristiques principales sont définies dans un code de conduite et d'éthique signé en 2003. Celui-ci comprend des recommandations dans différents domaines sociaux (formation, santé/sécurité, salaires, non-discrimination, organisation du travail...) mais aussi les relations avec les clients, avec la police, avec les autres compagnies du secteur. Les quatre premiers points couvrent le respect des législations, la transparence des procédures, les permis et autorisations, la sélection et le recrutement.

Ces orientations générales du dialogue social ont donné lieu à la réalisation de plusieurs outils : en 1999, un guide pour l'attribution des marchés de service ayant pour objectif d'aider les acheteurs à évaluer le rapport qualité/prix des services qui leur sont proposés, en 2004 un guide pour la prévention des risques professionnels et, en 2006, une « boîte à outils » européenne de formation pour trois sous-secteurs d'activité (patrouilles mobiles, centrales d'alarmes et sécurité aéroportuaire).

L'élargissement de l'Union européenne a été un thème particulièrement sensible dans le secteur, en lien avec l'objectif d'amélioration de l'image de marque que se sont fixés les partenaires sociaux. Au moment des élargissements de 2004 et de 2007, la sécurité privée était en effet très peu contrôlée dans les pays d'Europe centrale et orientale, et la présence syndicale y était faible. En l'absence de partenaires sociaux nationaux bien établis, il était dès lors difficile d'élargir le dialogue social européen dans ces pays. Or, le fait de parvenir à établir des normes et législations convergentes ou communes était une condition *sine qua non* à l'établissement d'une concurrence saine entre firmes des différents États membres de l'UE.

Le secteur joue également un rôle de *lobby* auprès des institutions européennes, via l'adoption de positions communes sur la réglementation et l'octroi des licences (1996), sur l'harmonisation des législations européennes (2001), sur la directive service (2004), sur le transport transfrontalier de fonds (2009) (cf. ci-dessous).

En ce qui concerne les conditions de travail, les partenaires sociaux européens sont parvenus à s'entendre sur la question du stress au travail (il s'agit ici de la mise en

œuvre de l'accord interprofessionnel européen), de prévention des risques professionnels, et de lutte contre le travail non-déclaré. Le CDSS a également travaillé sur le thème du transport de fonds. Ces travaux ont donné lieu à l'adoption, en 2009, d'une position commune sur le transport transfrontalier de cash en euros. Les questions, à ce sujet, tournent autour de l'emploi, du statut des travailleurs « détachés » et de la législation à leur appliquer, de la formation des travailleurs. Par exemple, une diversité de pratiques nationales avait été relevée en ce qui concerne le port d'armes pour de tels transports de fonds transfrontaliers.

On peut enfin noter que des activités ont été conduites en collaboration avec les secteurs du nettoyage, de la restauration et du textile sur la question de la passation des marchés publics. Ces travaux ont débouché sur l'adoption d'une déclaration conjointe trans-sectorielle (UNI-Europa, EFFAT, FSE-THC, CoEss, Ferco, FENI et EURATEX) en avril 2008, intitulée « Vers une passation de marchés responsable ».

RÉSULTATS

L'Observatoire social européen classe le secteur de la sécurité privée dans la catégorie des secteurs qui visent à ajouter une dimension européenne à leur domaine d'activité (tout comme les secteurs du nettoyage industriel, des services aux personnes, du spectacle vivant, du travail intérimaire, de l'audiovisuel et de l'horeca). Ils ont en commun d'être peu exposés à la concurrence internationale et peu intégrés aux politiques communautaires, ce qui implique que l'enjeu social européen y est davantage construit que subi.

Comme dans d'autres secteurs de cette catégorie, les employeurs jouent un rôle très proactif dans le dialogue social et la construction d'un « agenda européen », tandis que les syndicats ont eu, à l'origine, plus de difficultés à entrer dans une stratégie européenne dans la mesure où l'essentiel du secteur est territorialisé et où, à l'exception du transport de fonds transfrontalier et de certaines activités très spécifiques, il y a peu de concurrence directe entre pays.

Selon une responsable d'UNI-Europa, le dialogue social européen s'est cependant révélé un outil utile pour la coopération syndicale transfrontalière. On peut citer à cet égard l'organisation de conférences avec des syndicats nordiques et baltiques en 2002 et à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale en 2005, qui ont permis de resserrer des liens de coopération entre organisations syndicales. Ces liens ont permis d'élaborer un projet de négociation du premier accord collectif sectoriel en Lituanie. Et en 2006, les syndicats des pays baltes ont rédigé un texte conjoint dans le cadre du dialogue social européen.

Au niveau des thématiques, ce dialogue social est particulièrement centré sur la réglementation du secteur, l'image de marque, la formation professionnelle, l'amélioration de la qualité des services, les conditions de travail, les marchés publics. Il vise à faire harmoniser ou faire converger les législations afin de parvenir à des conditions de concurrence saines et loyales.

Même si les partenaires sociaux du secteur n'ont, à ce jour, pas signé de textes juridiquement contraignants (de type « accords-cadres »), ils font preuve d'une volonté marquée d'assurer un suivi et une évaluation de l'efficacité de leurs textes conjoints. Toutefois, au-delà des outils de formation ou du « manuel du meilleur rapport qualité-prix », il semble encore difficile d'évaluer l'impact réel de textes tels que le code de conduite et d'éthique de 2003.

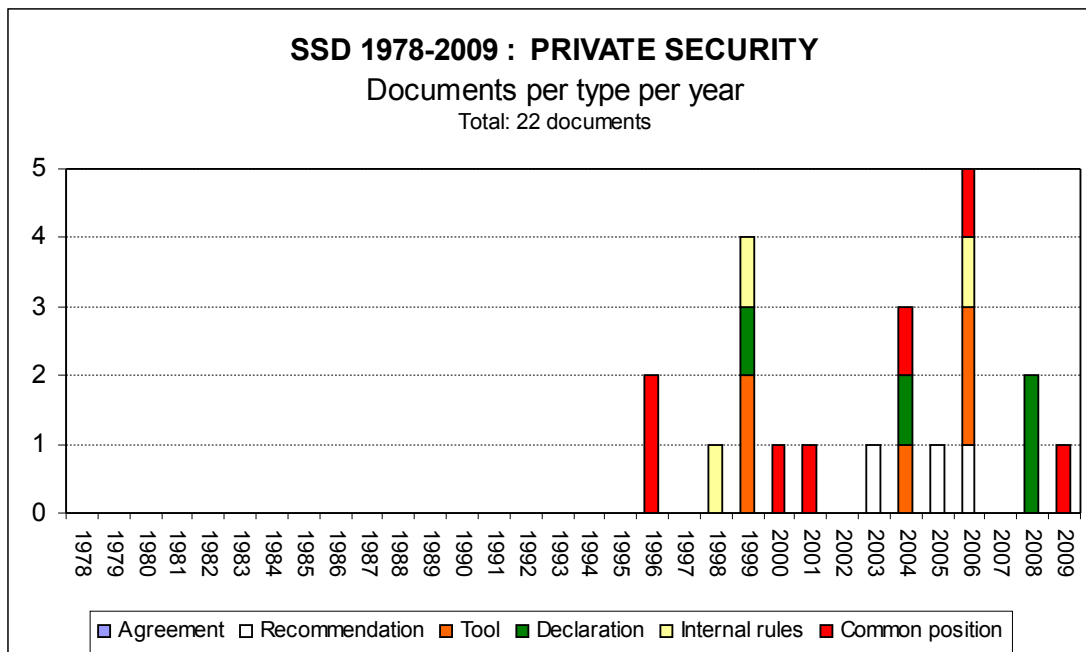
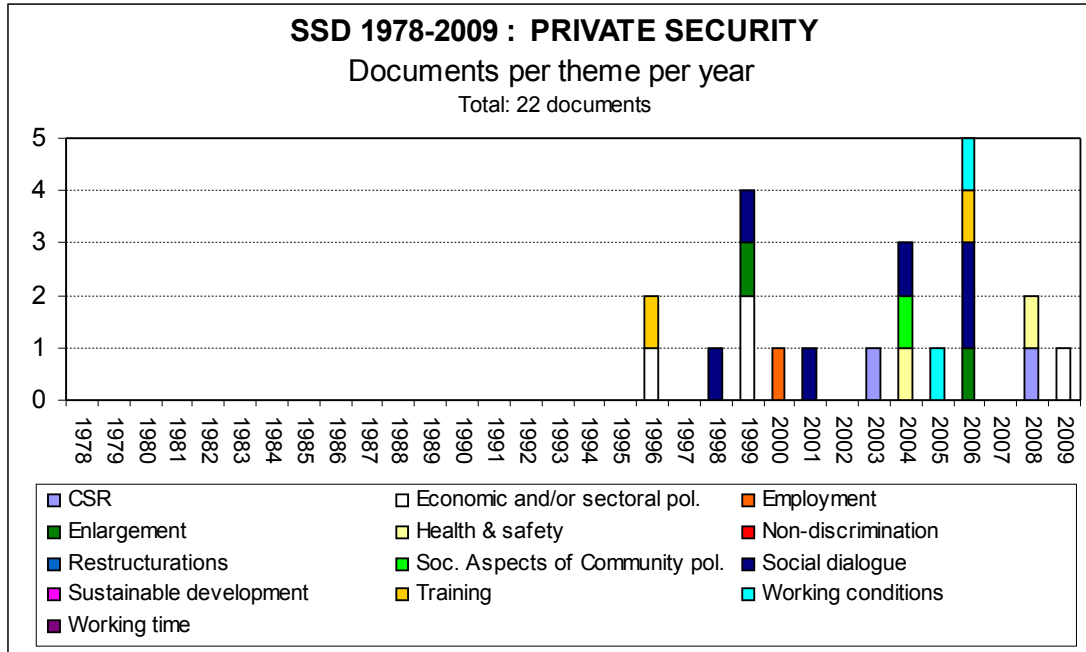
Les partenaires sociaux du secteur ont d'ailleurs mis cette question de la mise en œuvre des résultats du dialogue social et du suivi de leurs textes conjoints à l'agenda de leur programme de travail 2009-2010. Celui-ci comporte les priorités suivantes :

- les questions de régulation du secteur et le suivi de la législation communautaire ;
- l'organisation du travail et sa modernisation dans un cadre européen ;
- les questions de santé-sécurité ;
- les questions liées aux marchés publics ;
- les questions spécifiques liées à l'agenda social européen (investir dans les gens, créer des emplois et de meilleurs emplois, les nouvelles qualifications, etc.) ;

- la formation professionnelle ;
- la mise en œuvre des résultats du dialogue social ;
- le suivi du processus d'élargissement et d'intégration des nouveaux États membres au secteur.

- TEXTES CONJOINTS

Le dialogue social sectoriel « Sécurité privée » a donné lieu, depuis 1996, à l'adoption de 22 textes conjoints.



Date	Titre	Thème	Type	Destinataires
28/09/2009	Private Security European Sectoral Social Partners statement to Expert Group on cross border transport of the euro cash	Politiques économiques et/ou sectorielles	Position commune	Institutions européennes
09/06/2008	Joint declaration by CoESS and UNI-Europa on work-related stress	Santé-Sécurité	Déclaration	Partenaires sociaux européens
18/04/2008	Déclaration conjointe d'UNI-Europa, EFFAT, FSE-THC et de la CoEss, Ferco, FENI et EURATEX " vers une passation de marchés responsables"	Responsabilité sociale des entreprises	Déclaration	Partenaires sociaux européens
15/12/2006	Règlement intérieur	Dialogue social	Règlement intérieur	Partenaires sociaux européens
25/08/2006	Aperçu des lois régulant le transport de fonds (sécurité privée) dans les 10 nouveaux Etats membres de l'Union européenne qui ont rejoint l'Union européenne le 1er mai 2004 - analyse cadre en vue de l'étude comparative de la législation sur le transport de fonds au sein des 25 Etats membres de l'Union européenne	Elargissement	Outil	Partenaires sociaux européens
01/08/2006	Development of a european educational toolkit for three private security activities/profiles	Formation	Outil	Partenaires sociaux européens
06/04/2006	Position conjointe d'UNI-Europa et de CoESS contre le travail non déclaré dans le secteur de la sécurité privée	Conditions de travail	Recommandation	Entreprises
22/03/2006	Appeal of social partners in the security sector of the Baltic States to the National Administrations of Estonia, Latvia and Lithuania responsible for private security issues	Dialogue social	Position commune	Autorités publiques nationales
14/11/2005	Position conjointe d'UNI-Europa et de CoESS contre le travail non déclaré dans le secteur de la sécurité privée	Conditions de travail	Recommandation	Entreprises
15/10/2004	Vers un modèle européen de sécurité privée. Déclaration conjointe de la CoESS et d'UNI-Europa	Dialogue social	Déclaration	Partenaires sociaux européens
06/10/2004	Prise de position de la coESS et d'UNI-Europa concernant la proposition de directive de la Commission sur les services dans le marché intérieur	Aspects sociaux des politiques communautaires	Position commune	Institutions européennes
01/09/2004	La prévention des risques professionnels dans le secteur de la sécurité privée (gardiennage et surveillance humaine). Manuel européen de formation	Santé-Sécurité	Outil	Organisations nationales

18/07/2003	Code de conduite et d'éthique pour le secteur de la sécurité privée	Responsabilité sociale des entreprises	Recommandation	Organisations nationales
13/12/2001	Déclaration conjointe de la CoESS et d'UNI-Europa sur l'harmonisation européenne des législations gouvernant le secteur de la sécurité privée	Dialogue social	Position commune	Institutions européennes
11/07/2000	Modernisation de l'organisation du travail dans le secteur de la sécurité privée. Déclaration conjointe de la CoESS et d'UNI-Europa	Emploi	Position commune	Institutions européennes
11/06/1999	Déclaration commune de la CoESS et de l'Euro-FIET sur le futur élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe centrale et orientale	Elargissement	Déclaration	Organisations nationales
10/06/1999	Choisir le meilleur rapport qualité-prix - Guide pour l'attribution des marchés de services dans le domaine de la surveillance et de la sécurité privée (avant repris sous l'id 96 car version papier 28 p.)	Politiques économiques et/ou sectorielles	Outil	Autorités publiques nationales
10/06/1999	Déclaration conjointe sur la reconnaissance mutuelle entre la CoESS et l'Euro-FIET et sur le dialogue social	Dialogue social	Règlement intérieur	Partenaires sociaux européens
10/06/1999	Memorandum de la CoESS et de l'Euro-FIET sur l'adjudication des contrats passés avec les entreprises de sécurité privée dans le secteur public	Politiques économiques et/ou sectorielles	Outil	Autorités publiques nationales
15/12/1998	Règlement intérieur	Dialogue social	Règlement intérieur	Partenaires sociaux européens
24/09/1996	Avis commun des partenaires sociaux européens du secteur des services de sécurité privés sur la réglementation et l'octroi des licences	Politiques économiques et/ou sectorielles	Position commune	Institutions européennes
24/09/1996	La formation professionnelle dans le secteur européen de la sécurité privée	Formation	Position commune	Organisations nationales